

Comité permanent des finances (FINA)

Consultations prébudgétaires 2012

Margo Grant

Réponses

1. Reprise économique et croissance

Compte tenu du climat d'austérité budgétaire actuel au sein du gouvernement fédéral et dans le monde, quelles mesures fédérales particulières estimez-vous nécessaires pour assurer la reprise économique et une plus forte croissance économique au Canada?

Le gouvernement actuel met trop l'accent sur la croissance économique au détriment d'autres aspects importants.

2. Création d'emplois

Les entreprises canadiennes étant aux prises avec les pressions qu'exercent sur elles des facteurs comme l'incertitude relative à la reprise économique aux États-Unis, à la crise de la dette souveraine en Europe et à la concurrence livrée par un certain nombre de pays développés et en développement, quelles mesures particulières devraient, selon vous, être prises pour promouvoir la création d'emplois au Canada, notamment celle qui est attribuable à l'accroissement du commerce intérieur et international?

Quelle question ridicule! Le gouvernement actuel ne s'intéresse pas à la création d'emplois. Si c'était le cas, il ne sabrerait pas dans les services gouvernementaux et mettrait pas à pied des milliers de fonctionnaires. Le gouvernement fédéral devrait SPÉCIFIQUEMENT rétablir les postes abolis. Par ailleurs, l'établissement de programmes nationaux de logements et de garderies (par exemple) permettrait de créer des milliers d'emplois.

3. Changement démographique

Quelles mesures spécifiques le gouvernement fédéral devrait-il prendre, selon vous, pour aider le pays à faire face aux conséquences du vieillissement de la population canadienne et des pénuries de main-d'oeuvre?

Il sera impossible de remédier suffisamment aux changements démographiques dans un laps de temps aussi court. Il faut établir des programmes qui aideront les jeunes à être en bonne santé et leur donner une excellente éducation, afin qu'ils soient aptes à assumer leur fardeau futur. Des aspects comme des programmes de garderies, une meilleure éducation publique, des logements à coût abordable, des services de soins de santé, des programmes récréatifs, des services de transport en commun efficaces, contribueront à améliorer la qualité de vie, et inciteront les jeunes à avoir plusieurs enfants. De toute évidence, il faut encourager l'immigration. Dans l'intervalle, d'ici à ce que les changements démographiques s'opèrent, le gouvernement devrait accorder assez d'argent pour garantir qu'on s'occupe bien des aînés.

4. Productivité

Compte tenu des difficultés que connaît le marché de l'emploi du fait, notamment, du vieillissement de la population et des efforts toujours consacrés aux mesures visant à accroître la compétitivité du pays, quelles initiatives fédérales particulières sont-elles nécessaires pour le renforcement de la productivité au Canada?

La productivité n'augmentera pas s'il y a moins de gens qui travaillent. Le gouvernement fédéral devrait cesser d'abolir des postes dans la fonction publique, avec pour seuls résultats une hausse du chômage et la diminution de la productivité; de plus, cela nuit considérablement à la capacité du Canada d'agir

comme pays de manière décente.

5. Autres défis

On sait que des particuliers, des entreprises et des communautés éprouvent des difficultés actuellement au Canada. Quels sont, selon vous, ceux qui éprouvent le plus de difficultés, quelles sont ces difficultés et quelles mesures fédérales sont-elles nécessaires pour remédier à ces difficultés?

PEUPLES AUTOCHTONES : Le gouvernement fédéral doit mieux soutenir les autorités des Premières Nations et investir dans leurs réseaux d'éducation, leurs services de santé et leurs infrastructures collectives. La situation actuelle est honteuse. PAUVRES : Le dixième des Canadiens sont pauvres, et parmi eux, la plupart sont des Autochtones, des femmes et des enfants. Pour corriger le problème, on pourrait mettre en œuvre des stratégies de logement à coût abordable, créer des réseaux de garderie, assurer l'équité fiscale (en mettant fin aux échappatoires et aux réductions d'impôt dont jouissent les entreprises et les contribuables à revenu élevé), investir dans l'éducation, améliorer les services de santé et établir un régime d'assurance-médicaments.